alternatives sud

État des résistances dans le Sud

L'Afrique est-elle en passe de réaliser son printemps ? Depuis quelques années, le continent est le théâtre d'une agitation sociale inédite. En cause, l'usure de régimes politiques en trompe-l'œil – démocratiques dans leur forme, autoritaires et prédateurs dans leur fonctionnement – et l'inégalité extrême de la répartition des fruits d'une croissance tirée par les matières premières. La forte présence de la coopération internationale n'a pas pu empêcher, quand elle n'a pas objectivement servi, le dévoiement des institutions dont ont accouché les transitions « démocratiques » et les accords de paix « inclusifs ». Souvent grossières, les manipulations d'une élite accrochée au pouvoir n'échappent pas à une jeunesse tout à la fois diplômée, connectée à l'international et sans emploi, lassée de l'arbitraire, habitée par le sentiment qu'elle n'a « plus rien à perdre ».

Variables dans leur forme et dans leur ampleur, ces mobilisations peuvent aussi bien déboucher sur un durcissement répressif que sur un changement substantiel des pratiques politiques ou sur une simple reconfiguration des réseaux contrôlant l'accès inégalitaire aux ressources. L'analyse des processus en cours invite à la prudence : si l'imaginaire démocratique progresse au sein des sociétés africaines, il coexiste avec des tendances lourdes – déphasages entre mondes rural et urbain, instrumentalisation des identités ethniques ou religieuses, reproduction des logiques clientélistes au sein des oppositions et des sociétés civiles – qui marqueront les futurs arrangements sociopolitiques.

9 782849 505403

13 €

alternatives sud

Afrique

Cetri

SYLLEPSE

alternatives sud

État des résistances dans le Sud

Afrique

CentreTricontinental

SYLLEPSE ÉDITIONS

Alternatives Sud

Fondateur

François Houtart

Rédaction et administration

Jacques Bastin, Enrique Cueto, Laurent Delcourt, Christophe Douxchamps,
Bernard Duterme (directeur), Julie Godin, Liliane Kabugubugu,
Aurélie Leroy, Carlos Mendoza,
François Polet, Frédéric Thomas, Nathalie Vanhumbeeck
Centre Tricontinental-Cetri
Avenue Sainte Gertrude, 5
B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél. : 32 (0) 10-48-95-60 / Fax. : 32 (0) 10-48-95-69
duterme@cetri.be / cetri@cetri.be / www.cetri.be

Conseil éditorial (Afrique, Amérique latine, Asie)

Sarah Ben Néfissa (Égypte), Saturnino Jun Borras (Philippines), Suzy Castor (Haïti), Yves Alexandre Chouala (Cameroun), Abdelnasser Djabi (Algérie), Leonard Gentle (Afrique du Sud), Pablo Gonzalez Casanova (Mexique), Laura Hurtado (Guatemala), Lau Kin Chi (Chine), Jude Lal Fernando (Sri Lanka), Edgardo Lander (Venezuela), Cristian Parker G. (Chili), Andres Pérez Baltodano (Nicaragua), Emir Sader (Brésil), Pablo Stefanoni (Bolivie), Maristella Svampa (Argentine), Mahaman Tidjani Alou (Niger), Antonio Tujan (Philippines)

Éditeurs et centres associés

Alternatives (Montréal), Aarc (Le Caire), Arena (Hong Kong),
CASC (Managua), Cedetim (Paris), Cetim (Genève), Clacso (Buenos Aires),
Cresfed (Port-au-Prince), Editorial Popular (Madrid), FTM-FMA (Dakar),
Funde (San Salvador), CED-Grial (Louvain-la-Neuve)

Diffusion et distribution en librairies

SOFÉDIS et SODIS (Paris, France)

Graphisme

Signélazer (Bruxelles, Belgique)

Illustration de couverture

Ainhoa Goma/Oxfam

LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Alternatives Sud

Volume 23-2016 / 4

État des résistances dans le Sud
Afrique
Points de vue du Sud

Abonnement annuel à
Alternatives Sud

4 numéros : 50 euros

■ Au compte IBAN = BE23 0001 3060 0291 du Centre tri-continental (Louvain-la-Neuve), La Poste, Bruxelles, BIC = BPOTBEB1 (Bruxelles)

■ Par carte de crédit

Visa ❒ Mastercard/Eurocard ❒

N° .....

Date d'expiration : .....

Nom et signature : .....

À faxer au +32 10 489569

ou à adresser à : cetri@cetri.be

© 2016, Centre Tricontinental et Éditions Syllepse
ISBN : 978-2-84950-540-3

Éditions Syllepse
69 rue des Rigoles
F-75020 Paris (France)
edition@syllepse.net

Centre Tricontinental
Avenue Sainte Gertrude 5
B-1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)
cetri@cetri.be

Éditeur responsable : Bernard Duterme, CETRI,
Avenue Sainte Gertrude 5,
B-1348, Louvain-la-Neuve

Sommaire

Éditorial

7. Afrique subsaharienne : entre révoltes populaires et restaurations autoritaires
François Polet

Points de vue du Sud

Afrique de l'Ouest

23. Bénin : la révision constitutionnelle au cœur des mobilisations sous Boni Yayi
Elieth P. Eyébiyi

31. Burkina Faso : mobilisations sociales pour une insurrection inachevée
Abdoulaye Ouédraogo et Sylvie Capitant

39. Côte d'Ivoire : mobilisations contre la vie chère
Francis Akindes, Moussa Fofana et Gnangadjomon Kone

45. Ghana : vitalité du militantisme en démocratie
Jonathan Langdon et Nana Akua Anyidoho

51. Mali : nouvelles formes de lutte et nécessité d'une refondation démocratique
Issa Ndiaye

65. Niger : la société civile face aux mutations sociopolitiques
Mahaman Tidjani Alou

71. Sénégal : mutations et contradictions du système politique sous Macky Sall
Alioune Badara Diop

Afrique de l'Est

79. Éthiopie : régression autoritaire et étouffement des résistances
Yohannes Woldemariam

87. Kenya : le droit de manifester violé en toute impunité
Patrick Mutahi

93. Ouganda : manifestations « walk to work », répression et musellement des opposants
Andrew Ellias State

101. Soudan : contestations étudiantes dans un pays en guerre
Hafiz Ismail Mohamed

Student Financial Aid Scheme, qui n'avait plus été versée depuis le mois de mars.

Le mercredi 21 octobre, des étudiants du Cap en marche vers le parlement ont pénétré dans le bâtiment pour rencontrer directement les dirigeants politiques nationaux. Ils y ont été accueillis par la police anti-émeutes. Six d'entre eux, arrêtés pour cette incursion, ont été « *provisoirement accusés de trahison* », un chef d'accusation qui n'avait plus été utilisé depuis le temps où le régime de l'apartheid visait les dirigeants du mouvement anti-apartheid. La police a ensuite relâché les étudiants avec un simple avertissement, niant avoir implémenté l'accusation de trahison. La semaine qui a suivi la fermeture, des étudiants noirs se trouvant dans un groupe près de la Wits ont été arrêtés pour la simple raison qu'ils étaient noirs.

La criminalisation de l'activisme estudiantin témoigne de la gravité du moment politique actuel et montre que la mutation des idéologies bien ancrées depuis des générations constitue un défi réel aujourd'hui. La rapidité avec laquelle le gouvernement et les responsables universitaires ont mobilisé la violence policière pour répondre aux revendications des mouvements indique qu'ils se sentent menacés par l'émergence d'une nouvelle politique populaire.

Les étudiants demandent d'adopter un comportement humain à ceux qui, dans la société, bénéficient de privilèges bien ancrés historiquement et socialement établis. Les générations plus âgées ont relâché leur vigilance et, à maints égards, elles ont renoncé à nos libertés collectives à travers leurs choix politiques élitistes et kleptocratiques. Ces choix ont contribué à maintenir l'ordre des choses « racialisé », capitaliste et patriarcal. Ils permettent que l'enfant sud-africain noir et pauvre reste prisonnier de l'histoire du pays telle que forgée par l'ère coloniale et celle de l'apartheid. L'activisme récent des étudiants détient un potentiel historique, car leurs mouvements imaginent ce que pourrait être une université africaine réellement transformée, un ordre social qui reflète la dynamique et les réalités du peuple qui vit dans ce pays. Comme telles, les actions estudiantines sont un « saut » vers une société plus juste.

Traduction de l'anglais : Maurice Hérion

Angola : un activisme – de réforme ou de confrontation – distant du peuple[1]

Nuno Fragoso Vidal[2]

Face à un régime qui exerce un contrôle serré sur l'appareil d'État angolais et ses ressources, y assoit son hégémonie et cadenasse l'espace civil et politique, une double vague de contestation a vu émerger ces vingt-cinq dernières années des militantismes réformistes, « confrontationnistes » ou révolutionnaires. Leur principale faiblesse commune réside sans doute dans le fossé social et culturel qui les sépare des couches populaires.

Depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui, l'Angola a surtout vécu sous des régimes autoritaires. La guerre de libération nationale contre les Portugais (1961-1975) promettait la liberté, mais l'indépendance, en 1975, marque le début d'une guerre civile, dans laquelle interviennent, dès le départ, d'importantes forces étrangères. Hormis quelques rares périodes d'accalmie, la guerre va durer quasi 27 ans, jusqu'en 2002.

Entre 1975 et 1977, l'Angola connaît une période de liberté relative. Toutefois, en 1977, un coup d'État manqué entraîne de vastes purges et des massacres dans tout le pays. Un régime de parti unique, autoritaire et répressif, est mis en place par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA). Un redoutable appareil sécuritaire se charge de la répression politique. Les médias

1. Version réduite et actualisée d'un article paru en 2015 (Vidal, 2015).
2. Chercheur au Centre d'études internationales de l'Institut universitaire de Lisbonne (ISCTE-IUL), auteur notamment de *Angola : The Weight of History* (Columbia University Press & Hurst, 2007).

109. Tanzanie : une protestation sociale diffuse et peu organisée
Ng'wanza Kamata

Afrique centrale

117. Burundi : lutte contre un pouvoir illégitime
Aymar Nyenyezi Bisoka

125. République centrafricaine : mouvements armés et impossible recomposition sociale
Roland Marchal

133. République démocratique du Congo : la rue au centre du jeu politique
François Polet

141. Rwanda : révision constitutionnelle et étouffement de la dissidence
Juste Nziza

149. Tchad : la virtualité comme nouveau ressort de la résistance sociale ?
Hoinathy Remadji

Afrique australe

157. Afrique du Sud : protestation estudiantine et résistance à l'héritage colonial
Mikaela Nhondo Erskog

165. Angola : un activisme – de réforme ou de confrontation – distant du peuple
Nuno Fragoso Vidal

175. Botswana : contradictions de la *success story* libérale africaine
Ian Taylor

183. Madagascar : une mosaïque de luttes fragmentées
Ketakandriana Rafitoson

191. Mozambique : jeux de pouvoir et mouvement pour la paix
Paulo Granjo

201. Zambie : faiblesse syndicale et marges de manœuvre limitées
James Musonda

209. Zimbabwe : opportunités et défis de la nouvelle phase contestataire
Lloyd Mambo Sachikonye

217. **Index**

219. **Liste des *Alternatives Sud* parus**

Éditorial

Afrique subsaharienne : entre révoltes populaires et restaurations autoritaires

François Polet[1]

L'Afrique subsaharienne est depuis quelques années le théâtre d'une effervescence protestataire remarquable. Celle-ci se déploie dans des configurations plus ou moins autoritaires « sous contrainte internationale », qui pèsent lourdement sur les marges de manœuvre des militants. Si de nouveaux collectifs citoyens ébranlent les pouvoirs, les ressources répressives et la résilience des pratiques « néopatrimoniales » bloquent les changements espérés.

Les contributions rassemblées dans cet ouvrage offrent un panorama de ce que l'on peut qualifier de « troisième vague des protestations africaines », après les cycles des luttes pour les indépendances (années 1950-1970) et des mobilisations pour la démocratisation (tournant des années 1990) (Branch et Mampilly, 2015). La tentation est forte de voir dans ce développement de l'activité contestataire à l'échelle continentale une réplique subsaharienne des « printemps arabes », voire plus largement la déclinaison continentale d'un *momentum* global de la « politique de la rue », dans la foulée des mobilisations anti-austérité et autres manifestations de rejet de la politique traditionnelle par la génération des réseaux sociaux (Ancelovici, 2016).

1. Chargé d'étude au Centre tricontinental (CETRI, Louvain-la-Neuve) et doctorant en sociologie du développement à l'Université de Liège.

indépendants sont fermés et le droit d'association est limité aux organisations de masse du MPLA[3].

Le système judiciaire se « militarise », cours civiles et militaires se juxtaposent et peuvent infliger de lourdes condamnations, dont la peine capitale (essentiellement pour des délits politiques et d'atteinte à la sécurité de l'État). La justice est sous la tutelle du pouvoir politique et travaille sous le contrôle direct du parti et, *in fine*, de son président. La nature du régime et la priorité donnée à la défense ainsi qu'à la sécurité intérieure ne laissent aucun espace à l'émergence d'une véritable société civile, et entravent le développement de toute « institution démocratique ». Les deux parties au conflit (le MPLA et l'Unita) se rendent régulièrement coupables de violations de droits humains, tandis que l'impunité est souvent accordée aux responsables de ces crimes. Une culture de la peur, de l'intimidation et de la répression s'installe.

Dans les années 1990, avec la transition vers un système multipartite (suite aux accords de paix de Bicesse en 1991), un nouveau cadre légal permet l'apparition d'associations de la société civile angolaise, incontestablement aidée par l'arrivée massive d'organisations internationales. Toutefois, la reprise du conflit après les élections entraîne une contraction progressive de l'espace politique et civil, qui s'était entrouvert durant la période du protocole de paix de Lusaka (1994-1998), pour se réduire à nouveau avec l'intensification de la guerre, de la fin de l'année 1998 à 2002.

La Sûreté de l'État et les opérations judiciaires accroissent les pressions politiques sur les médias indépendants et entraînent de nombreuses arrestations et procès de journalistes. Des organisations « parallèles » de la société civile sont créées en soutien au régime. Dans le même temps, plusieurs partis politiques d'opposition sont confrontés à des dissensions internes qui, selon les dirigeants concernés, sont fomentées et soutenues par le MPLA afin de les diviser et les affaiblir.

En dépit des tentatives de la communauté internationale et des mouvements sociaux angolais (tel le Mouvement *pro pace*, Comerford, 2005) pour arriver à une paix négociée, le régime opte, à la fin 1998, pour une solution militaire, qui se solde, en février 2002, par la mort au combat du chef de l'Unita, Savimbi. Le cessez-le-feu,

3. À l'instar de l'Union nationale des travailleurs angolais (UNTA), de l'Organisation des femmes angolaises (OMA) et de l'organisation de jeunesse du MPLA (JMPLA).

conclu avec le mémorandum de Luena (avril 2002), est signé par le MPLA victorieux et l'Unita défaite, sans aucune participation intérieure ou extérieure, entérinant ainsi un rapport de forces déséquilibré qui, à dater de ce moment, caractérisera la « démocratie » angolaise.

La victoire militaire et la légitimité du pouvoir politique renouvelée, acquise grâce aux succès électoraux de 2008 (82 %) et 2012 (72 %), permettent au MPLA, sous la ferme autorité de son président, de maintenir un contrôle serré sur l'appareil d'État et ses ressources, afin d'asseoir son hégémonie, tout en réduisant de manière significative l'espace civil et politique des partis d'opposition et des organisations de la société. Dans un tel contexte de restrictions des libertés et en dépit des droits civils et politiques consacrés par la Constitution, les organisations de la société civile éprouvent de grandes difficultés à remplir leur rôle d'acteurs du changement démocratique.

Néanmoins, au début des années 1990, avec la transition du pays vers un système multipartite, des groupes de militants souhaitent transformer le régime et discutent des meilleures stratégies pour y parvenir. Ces activistes vont adopter, au fil des années, diverses stratégies et tactiques. Pour simplifier, on peut les classer en trois courants qui vont du réformisme au confrontationnisme et à l'ultra-confrontationnisme, dont les éléments les plus révolutionnaires, issus des jeunes générations, s'inspireront en partie des printemps arabes. Depuis la transition vers le multipartisme, on peut identifier deux grandes vagues de transformation politique et sociale dans la société civile angolaise.

La première vague : les réformistes *versus* les confrontationnistes

La première vague, qui s'étend des années 1990 aux élections de 2008, est clairement influencée par deux théories du développement qui dominent la scène internationale au cours de cette période ; le courant institutionnaliste (ancré dans le néolibéralisme) et la théorie du système monde (enracinée dans le post-marxisme). Le débat se cristallise autour de deux stratégies antagonistes, adoptées par les organisations de la société civile : le « réformisme » et le « confrontationnisme ».

Le camp réformiste se prononce en faveur d'un « engagement constructif » avec les institutions gouvernementales, dans l'espoir

que cela débouche sur des réformes internes. Afin de préserver cet engagement, il accepte d'adapter son programme aux exigences des donateurs et se montre formaliste, pragmatique, n'insistant pas de façon trop pugnace sur la question des violations des droits humains (civils et politiques) commises par le gouvernement. Accepter ses initiatives institutionnelles a pour but d'arriver à une transformation progressive et mesurée du régime[4].

Les « confrontationnistes », de leur côté, bien qu'ils ne rejettent pas le dialogue avec le gouvernement, n'atténuent pas pour autant leurs critiques sur les violations des droits humains. En substance, ils réfutent l'idée qu'une stratégie institutionnaliste puisse modifier le régime à long terme et avancent qu'il s'agit plutôt d'une forme sophistiquée d'adhésion au gouvernement afin de maintenir le pouvoir en place. Pour parvenir à transformer le régime (ce qui revient, de fait, à en changer), ils préfèrent au contraire la confrontation systématique tant sur les violations des droits humains, les restrictions des droits civils et politiques que sur la mauvaise gestion des deniers publics. Et ils attendent une attitude similaire de la part de la communauté internationale et de leurs donateurs[5].

Des rapports d'organisations internationales font référence à ces deux approches opposées dans des termes moralisateurs, qui reflètent les préférences des principaux bailleurs. Par exemple, on y distingue les ONG jugées « trop radicales » et celles considérées comme « réelles et judicieuses » ; les plus « judicieuses » étant les réformistes (Amundsen et Cesaltina, 2006). Cette caractérisation manichéenne est destinée à valoriser l'idée de l'engagement constructif, et à dénigrer ou discréditer en retour ceux qui s'y opposent. Cette division traverse les organisations internationales actives sur le terrain, qui financent les ONG nationales. Ce sont bien entendu les projets institutionnalistes qui reçoivent le gros des financements des principaux bailleurs (de l'Union européenne ou de l'Agence des États-Unis pour le développement international – USAID, par exemple).

Les confrontationnistes sont surtout soutenus par des organisations d'inspiration chrétienne d'Europe du Nord ou d'anciens

4. Les principales organisations représentatives de ce courant sont Action for rural development and the environment (ADRA Angola), Jubilee 2000, le Forum des ONG angolaises (FONGA), Development Workshop et World Learning.
5. Les principales organisations représentatives de ce courant sont SOS Habitat, AJPD, Omunga et Open-Society Foundation Angola.

militants des mouvements de libération nationale et anti-apartheid des années 1960 et 1970 : Christian Aid, ICCO, Oxfam, Novib et Niza. Comme c'est souvent le cas dans les mouvements sociaux, les positions contrastées et les différentes tendances ne sont pas homogènes ; elles peuvent comprendre de nombreuses options intermédiaires (Calundungo, 2009), mais cela ne diminue en rien la valeur explicative de telles catégories opératoires.

Les confrontationnistes accusent les réformistes de prolonger la vie d'un régime corrompu et de l'aider à masquer, derrière une façade démocratique, sa véritable nature autoritaire et oppressive. Ils leur reprochent d'être les complices de la survie du pouvoir ; d'être des collaborationnistes, des « recycleurs du régime », agissant grâce aux aides et aux fonds de donateurs, pour maintenir la pensée institutionnaliste, qui cache également les intérêts économiques qu'ont les grands pays occidentaux à commercer avec le régime (Vidal, 2009).

Les réformistes, de leur côté, accusent les confrontationnistes d'être trop agressifs, de pousser le gouvernement à adopter une position plus dure, et de réduire les possibilités de dialogue et de changement à une solution du « tout ou rien », qui ne profite à personne et surtout pas aux pauvres (Figueiredo, 2009 ; Calundungo, 2009 ; Castello, 2009). Alors que les réformistes ont perçu plus de fonds pour développer leurs projets, ils n'ont pas réussi à être associés à la moindre décision politique d'ordre structurel ; le gouvernement n'a jamais accepté la création d'instances de dialogue ou de participation.

Le parcours des confrontationnistes est évidemment plus ardu. Le maintien par le régime, avant le scrutin de 2008, d'une ligne dure face à toute opposition directe et ouverte semblait confirmer les arguments des réformistes. Ainsi, le gouvernement a menacé, par exemple, de déclarer illégales les ONG politiques nationales et internationales encombrantes, comme l'Open-Society Foundation Angola, Mãos Livres, l'Association de la justice, la paix et la démocratie (AJPD) et SOS Habitat. Il a interdit l'association Mpalabanda à Cabinda, restreint l'activité de la presse (y compris en prononçant des peines de prison contre des journalistes et en limitant l'expansion de *Radio Ecclesia* hors de Luanda), et fermé le bureau du Haut-commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme en Angola (Vidal 2009).

En 2008, le conflit entre réformistes et confrontationnistes s'éteint sous l'effet d'une série de facteurs interdépendants : l'intransigeance du gouvernement, son dédain à l'égard des initiatives institutionnalistes, la faiblesse de l'influence internationale et le manque de financement pour une nouvelle initiative d'« engagement constructif », auxquels s'ajoutent les résultats des élections.

Étant donné que le paysage social et politique en Angola est très personnalisé, l'atténuation des vieilles querelles entre ONG est également due à la vulnérabilité croissante ou à l'effacement des dirigeants confrontationnistes les plus importants, notamment Luiz Araújo de SOS Habitat (qui s'exilera en 2008 à la suite de menaces de mort), Fernando Macedo, dont le mandat de président de l'AJPD prend fin (son successeur suivra une ligne plus institutionnaliste), et José Patrocínio, le coordinateur de l'association Omunga, qui se retire progressivement de la vie politique en raison de problèmes personnels.

De surcroît, les anciens rivaux de la société civile et leurs partenaires internationaux sont déconcertés par les résultats des élections de 2008 et la victoire écrasante du MPLA. L'ensemble du processus électoral démontre que la majorité du peuple angolais a d'autres préoccupations et suit d'autres logiques que les leurs (Roque, 2009). Ce sont les premières élections depuis les résultats contestés du scrutin de 1992 qui plongèrent le pays dans dix années de guerre civile supplémentaires. De surcroît, dans la logique néo-patrimoniale dominante, qui gagnera en puissance à la faveur de la campagne électorale, les élections sont une opportunité majeure pour que des pans entiers de la population captent une partie des bénéfices de la paix, à une époque de généreuse redistribution générale de la part du MPLA, comme cela s'est passé en 1992 (Messiant, 1995).

Il est frustrant pour les ONG confrontationnistes de voir avec quelle facilité (à quelle vitesse et à peu de frais), le MPLA parvient à se rallier les populations pauvres du pays, alors qu'elles avaient pâti des politiques gouvernementales et s'étaient montrées très critiques à leur égard (discussions avec Luiz Araújo, Lisbonne, octobre 2008). Cette « cruelle réalité » aura un impact de part et d'autre de la ligne de fracture. Bien que l'opposition entre réformisme et confrontationnisme ait du sens pour les ONG et leurs partenaires internationaux, elle n'en a aucun pour la plupart des Angolais. Les organisations de la société civile sont principalement composées

de citadins éduqués, influencées par les bailleurs de fonds et très liées à l'international. Elles ont à leur tête des cadres techniques, ayant déserté les rangs de l'appareil du parti unique (Vidal, 2007). Quoique à même d'assimiler rapidement et d'interroger des stratégies de développement, cette fraction de la société n'est pas en phase avec la conscience des masses et les réalités de leur vie quotidienne ; ce qui limite leur capacité à transformer significativement le régime et la société dans son ensemble.

Le conflit reste plus ou moins latent, y compris durant les élections de 2012. L'adoption en 2010 de la nouvelle Constitution par le MPLA, qui provoque une réaction diffuse des intellectuels, des militants de la société civile et des partis de l'opposition, sans la force toutefois de l'« ancienne » querelle réformistes/confrontationnistes, constitue une exception éphémère.

La deuxième vague : les jeunes révolutionnaires

Plusieurs idées des anciens confrontationnistes se sont propagées dans la jeune génération. Depuis la fin de la guerre, en 2002, la nouvelle vague, portée par des chanteurs de rap, de hip-hop et de kuduru, gonfle lentement autour de la critique du président et du régime. Elle se diffuse via les réseaux sociaux, les rassemblements de jeunes des villes et des banlieues, s'inspirant des mouvements sociaux et politiques qui secouent le nord de l'Afrique, en 2010-2011, au cours du printemps arabe.

Comme les confrontationnistes avant elle, la nouvelle vague ne croit pas à la réforme du régime, qui n'est démocratique qu'en apparence et camoufle une dictature complexe, soutenue par des intérêts économiques internationaux et des alliances politiques. Elle dénonce les manipulations politiques des médias publics et privés, du système judiciaire et législatif, ainsi que des processus et résultats électoraux. Elle va jusqu'à critiquer le manque de succès des partis de l'opposition. Elle appelle à une nébuleuse résistance généralisée, qui s'apparente parfois à de la rébellion (Cruz, 2011).

Certains de ses membres la désignent comme un « mouvement de jeunes révolutionnaires », sans cependant définir le moindre projet révolutionnaire. Sans idéologie, structure ou alignement international sur des théories plus générales du développement, leur message se réduit à : « À bas le président ! ». Les mouvements de jeunes comparent le cas de Mouammar Kadhafi, en Libye, à celui

de José Eduardo dos Santos en Angola, réclamant ouvertement sa démission, lors de spectacles de hip hop et de rap.

La « nouvelle vague » est principalement composée de jeunes entre 15 et 35 ans, d'étudiants des villes et des banlieues, rompus aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ils possèdent un accès relativement aisé au système éducatif, qui s'est rapidement restructuré et développé dans les zones urbaines depuis la fin de la guerre. Paradoxalement, ils figurent parmi les principaux bénéficiaires de la croissance économique d'après-guerre et des investissements sociaux accrus, consentis par le régime.

Sans source de financements extérieurs ni connexions internationales, la nouvelle vague ultra-confrontationniste soulève plus d'inquiétude et suscite des réactions plus véhémentes de la part du régime que toutes les initiatives militantes antérieures. Le régime déploie une force disproportionnée chaque fois qu'une manifestation est prévue. Les membres de ces groupes sont arrêtés, battus et interrogés à plusieurs reprises entre 2011 et 2012, à l'approche des élections. Plus tard, en juin 2015, quinze personnes sont arrêtées et deux autres, accusées de « complot contre le président », sont condamnées à de lourdes peines de prison, ce qui attirera les critiques de la communauté internationale. La Cour suprême saisie en appel permet leur libération en juin 2016, et une loi d'amnistie, approuvée à l'unanimité par le parlement en juillet 2016, les blanchit de leurs prétendus crimes.

Même si les nouveaux militants ont davantage gêné le gouvernement que leurs prédécesseurs et entraîné des réactions plus dures de sa part, la « nouvelle vague », à l'instar des réformistes et des confrontationnistes, n'a pas été capable de mobiliser un nombre important de partisans susceptibles de transformer réellement le régime. Il s'agit pour l'essentiel d'une poignée de jeunes ou de petits groupes de militants, dispersés, très actifs sur les réseaux sociaux, ayant un certain écho au sein de la diaspora angolaise. Souvent cachés derrière des pseudonymes, ils donnent l'illusion d'être plus nombreux que ce qu'ils sont réellement.

De tels groupes sont incapables d'organiser un mouvement social d'envergure, à la manière des premiers mouvements de masse des printemps arabes, qui ont renversé des régimes et des dirigeants au pouvoir de longue date. L'une des manifestations les plus attendues, qui s'est tenue le 19 septembre 2013, ne rassembla qu'une dizaine de personnes et se solda par l'arrestation de neuf

d'entre elles (Redvers, 2013). De même, leurs rassemblements ne comptent jamais plus que les militants habituels (par exemple, les quinze personnes arrêtées durant l'un de ces meetings et accusées de complot, en juin 2015).

Conclusion

Indépendamment des insuffisances et des forces propres à chaque stratégie (réformiste, confrontationniste ou ultra-confrontationniste), la principale faiblesse commune à l'ancienne et à la nouvelle génération de militants de la société civile demeure le fossé qui les sépare de la majorité de la population. Toute transformation réelle et durable du régime devra combler cet écart.

Les élections de 2012 révèlent cette faiblesse majeure des nouveaux confrontationnistes, comme celles de 2008 l'avaient fait pour leurs prédécesseurs. D'abord, elles montrent qu'ils ne sont encore qu'une infime minorité de jeunes de la ville et des banlieues, sans message global susceptible de séduire la majorité des pauvres et des marginalisés, sans autre projet que le renversement du président et sans vision d'avenir (à un moment où l'instabilité des pays post-printemps arabes a été analysée en profondeur par la presse). Ensuite, les élections prouvent une fois encore que les pauvres, les marginalisés et les laissés-pour-compte ne constituent pas de fait une catégorie sociale, politique et économique consciente d'elle-même (en termes de classes ou autres), prête à se laisser entraîner dans un mouvement de transformation politique, économique et sociale.

Il existe plusieurs autres lignes de fracture : certaines, anciennes (comme celles mentionnées lors des processus électoraux de 1992 et 2008), d'autres, nouvelles, résultant des transformations socio-économiques notables de l'après-guerre. Ces dernières ont permis, entre autres, de réduire la pauvreté (quoique plus lentement que souhaité) et de stimuler l'ascension d'une classe moyenne, qui commence à avoir quelque chose à perdre en cas de soulèvement social soudain, à l'image des printemps arabes, et qui aura très certainement son mot à dire sur le rythme et l'ampleur de tout processus de transformation du régime.

Le futur processus électoral de 2017 pourrait modifier de manière intéressante le militantisme de la société civile, mais un renversement du régime *per se* n'amènera pas de changement significatif. Un mouvement sociopolitique réel et durable nécessitera encore et

toujours un projet d'État, une idéologie et une planification allant au-delà des actions de rue. Tout cela manque encore aux mouvements sociaux angolais. Une mobilisation politique massive est tout aussi difficile. La conscience publique et les demandes de responsabilité gouvernementale font cruellement défaut.

Des années de pratiques néo-patrimoniales répandues dans toutes les couches de la population ont sapé la transparence dans les affaires publiques. Une coordination entre les organisations régionales comme internationales, ainsi qu'avec les structures qui partagent des principes et des valeurs identiques, tels que la démocratisation politique, la transparence, le développement humain et le respect des droits de la personne, pourrait aider le processus de réformes, mais le chemin sera long.

Traduction de l'anglais : Naïm Al-Zemmouri

Bibliographie

Amundsen I. et Cesaltina A. (2006), *Civil Society in Angola : Inroads, Space and Accountability*, Bergen, Christian Michelsen Institute.

Calundungo S. (2009), « Civil Society, Politics and Poverty Eradication in Angola : Two Perspectives in Confrontation », in Vidal N. et Chabal P. (dir.), *Southern Africa : Civil Society, Politics and Donor Strategies*, Luanda, Firmamento.

Castello B. (2009), « The Development of Socio-Economic Justice and a Nation-state Based on the Respect for the Rule of Law », in Vidal N. et Chabal P. (dir.), *Southern Africa : Civil Society, Politics and Donor Strategies*, Luanda, Firmamento.

Comerford M. (2005), *O Rosto Pacífico de Angola*, Luanda, Comerford.

Cruz D. da (2011), *Quando a guerra é necessária e urgente*, Luanda.

Figueiredo C. (2009), « Democratisation and Civil Society in Angola », in Vidal N. et Chabal P. (dir.), *Southern Africa : Civil Society, Politics and Donor Strategies*, Luanda, Firmamento.

Messiant C. (1995), « Angola les voies de l'ethnisation et de la décomposition », *Lusotopie*, n° 3-4.

Redvers L. (2013), « Silencing Angola's Youth », *Open Society Initiative for Southern Africa*, 2 octobre.

Roque P-C. (2009), « Angola's Façade Democracy », *Journal of Democracy*, 20 (4).

Vidal N. (2015), « Angolan civil society activism since the 1990s : reformists, confrontationists and young revolutionaries of the "Arab Spring generation" », *Review of African Political Economy*, vol. 42, n° 143.

Vidal N. (2011), *Poverty Eradication in Southern Africa : Involvement of Civil Society Organisations*, Luanda, Firmamento.

Vidal N. (2009), « The International Institutionalisation of Patrimonialism in Africa : The Case of Angola », in Vidal N. et Chabal P. (dir.), *Southern Africa : Civil Society, Politics and Donor Strategies*, Luanda, Firmamento.

Vidal N. (2007), « Social Neglect and the Emergence of Civil Society », in Vidal N. et Chabal P. (dir.), *Angola, the Weight of History*, Londres, Hurst.

Botswana : contradictions de la *success story* libérale africaine

Ian Taylor[1]

Les images consensuelles du Botswana comme « démocratie libérale » ou « miracle économique » occultent les contradictions accompagnant le développement du pays. Personnalisation et militarisation du pouvoir, répression accrue et absence de contre-pouvoirs effectifs ternissent les perspectives. Le parti-État tolère la présence d'une société civile défaillante, mais maintient un contrôle continu par des pratiques de cooptation ou de dissuasion.

Depuis son indépendance en 1966, le Botswana est dirigé par le Parti démocratique du Botswana (BDP). Ce parti a mis en œuvre des politiques capitalistes même durant l'âge d'or des expériences socialistes en Afrique. Le pays a enregistré des résultats impressionnants en termes de croissance et de développement (au même titre que la Malaisie) et, selon le PNUD, les meilleurs progrès en matière de développement humain depuis les années 1960. Alors qu'il était l'un des pays les plus pauvres du monde au moment de son indépendance, le Botswana a connu une croissance économique rapide au point d'être aujourd'hui classé par la Banque mondiale comme un « pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure » et d'être qualifié de « miracle africain » par des politiciens, des institutions néolibérales et des chercheurs complaisants.

1. Professeur de relations internationales à l'University of Botswana, à l'University of Saint Andrews (Écosse), à l'Institute of African Studies, Zhejiang Normal University (Chine) et à l'University of Stellenbosch (Afrique du Sud).